

CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE LA CONCILIATION ET
DU CONTENTION

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2018/0670

Société de Commerce
et de Transit
(SOCOTRA) BENIN
SARL

C/

Cyr LOKOSSOU

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **François AKOUTA et Éric ASSSOGBA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : Le 07 Novembre 2018

Jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en
dernier ressort, prononcé le 14 Novembre 2018.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

La Société de Commerce et de Transit (SOCOTRA) BENIN
SARL, ayant son siège social au carré 312 à Zongo Nima, Cotonou
01 BP 440, agissant aux poursuites et diligences de son Directeur
Général en exercice, DEDJINOU Cyriaque, demeurant et domicilié
à ses qualités au siège de ladite société ;

OBJET : *Paie et*
dommages-intérêts

D'UNE PART

DEFENDEUR :

Cyr LOKOSSOU, Gérant de la société SATCO, demeurant et
domicilié à Cotonou ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Pour obtenir le paiement de la somme en principal de deux cent sept mille six cent quatre-vingt (207.680) francs CFA, la Société de Commerce et de Transit BENIN (SOCOTRA) SARL a fait signifier à Cyr LOKOSSOU, en personne, une sommation de payer par exploit en date du 18 juillet 2018 ;

En réponse, Cyr LOKOSSOU a déclaré ne pas reconnaître la créance réclamée, promettant de fournir à l'huissier instrumentaire des éléments d'appréciation, par acte séparé ;

Faute de réaction de sa part, ledit Huissier lui a adressé une relance par correspondance en date du 1^{er} octobre 2018, restée sans réponse ;

Par exploit en date du 23 octobre 2018, la SOCOTRA a attiré Cyr LOKOSSOU devant le tribunal de commerce de Cotonou, en sollicitant sa condamnation au paiement de la somme de deux cent sept mille six cent quatre-vingt (207.680) francs CFA en principal, ainsi que celle de deux cent mille (200.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts, en réparation des préjudices subis ;

Elle prie également le tribunal d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

Au soutien de ses prétentions, la SOCOTRA expose que la créance réclamée résulte des prestations d'enlèvement de marchandises qu'elle a assurées au profit de Cyr LOKOSSOU qui est commissionnaire agréé en douane ;

Que cette somme correspond aux factures émises par le Port Autonome de Cotonou, dans le cadre des prestations qu'elle a accomplies pour Cyr LOKOSSOU et qui sont demeurées impayées ;

Que malgré les diligences de recouvrement accomplies, Cyr LOKOSSOU se contente de nier la créance, sans justifier de son paiement ;

Que pendant ce temps, le Port Autonome de Cotonou a confisqué ses avoirs, en sa qualité de société prestataire portuaire, pour les services rendus à Cyr LOKOSSOU ;

Qu'il y a lieu de le condamner au paiement des sommes réclamées ;

Cyr LOKOSSOU a reçu en personne l'assignation ainsi que les pièces au soutien des demandes de la SOCOTRA, mais n'a pas comparu devant le tribunal, sans présenter d'excuses ;

La présente décision sera réputée contradictoire à son égard en application de l'article 542 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes qui dispose que *« lorsque le défendeur ne comparaît pas, le jugement est rendu par défaut si l'assignation n'a pas été délivrée à personne. Le jugement est réputé contradictoire lorsque la décision est susceptible d'appel ou lorsque l'assignation a été délivrée à la personne du défendeur »* ;

En outre, la présente décision est rendue en dernier ressort en application de l'article 51.1 de la loi n° 2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 2001-37 du 10 juin 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin dispose que *« les tribunaux de commerce statuent en premier et dernier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est inférieur à cinq millions (5.000.000.) de francs CFA en principal. Ils statuent en premier ressort lorsque l'intérêt du litige est supérieur à cinq millions (5.000.000) de francs CFA en principal ou est indéterminé, à charge d'appel devant la Cour d'appel de commerce »* ;

SUR LE PAIEMENT

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi;

Que quiconque s'oblige, doit être contraint à honorer ses engagements, en cas de défaillance ;

Attendu qu'en l'espèce, Cyr LOKOSSOU a choisi le silence et la dénégation, face aux diligences de recouvrement entreprises à son égard par la SOCOTRA qui a produit au tribunal les factures correspondantes aux prestations accomplies au profit de ce dernier ;

Qu'il en résulte que la créance réclamée est certaine, liquide et exigible ;

Que dès lors, il convient de condamner Cyr LOKOSSOU au paiement sollicité ;

SUR LES DOMMAGES-INTERETS

Attendu que dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts au taux légal ; le créancier auquel son débiteur en retard a causé un préjudice indépendant de ce retard, peut obtenir des dommages et intérêts distincts des intérêts moratoires de la créance, sauf en rapporter la preuve ;

Qu'il n'y a lieu à dommages-intérêts, qu'en cas de démonstration d'un préjudice distinct du retard de paiement ;

Attendu qu'en l'espèce, la SOCOTRA ne justifie pas l'existence de tels préjudices qu'elle affirme simplement ;

Qu'il y a lieu de la débouter de cette demande

SUR LA DEMANDE D'EXECUTION PROVISOIRE

Attendu que l'article 51.1 de la loi n° 2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 2001-37 du 10 juin 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin dispose que « *les tribunaux de commerce statuent en premier et dernier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est inférieur à cinq millions (5.000.000.) de francs CFA en principal. Ils statuent en premier ressort lorsque l'intérêt du litige est supérieur à cinq millions (5.000.000) de francs CFA en principal ou est indéterminé, à charge d'appel devant la Cour d'appel de commerce* » ;

Que l'article 38 de la loi n° 2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes énonce que « *sous réserve des dispositions de l'article 36, le jugement n'est pas susceptible d'appel lorsqu'aucune des demandes incidentes n'est supérieure au taux du dernier ressort. Si l'une d'elles est supérieure à ce taux, le juge statue en premier ressort sur toutes les demandes. Il se prononce toutefois en dernier ressort si la seule demande qui excède le taux du dernier ressort est une demande reconventionnelle en dommages et intérêts fondée exclusivement sur la demande initiale* » ;

Attendu qu'il ressort des dispositions susvisées, que les jugements du tribunal de commerce qui statuent dans la limite du montant de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, en ce qu'ils ne sont pas susceptibles d'appel, sont immédiatement exécutoires ;

Attendu qu'en l'espèce, l'intérêt du litige ne dépasse pas cinq millions (5.000.000) de francs CFA de sorte que le présent jugement est rendu en dernier ressort ;

Que dès lors, la demande d'exécution provisoire sur minute est superfétatoire ;

Qu'il convient de la déclarer sans objet ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Reçoit la Société de Commerce et de Transit BENIN (SOCOTRA) SARL en son action et la déclare bien fondée ;

Condamne Cyr LOKOSSOU à payer à la Société de Commerce et de Transit BENIN SARL la somme de deux cent sept mille six cent quatre-vingt (207.680) en principal, outre les intérêts et frais ;

Rejette la demande de dommages-intérêts ;

Dit que la présente décision rendue en dernier ressort, est exécutoire de plein droit ;

Déclare la demande d'exécution provisoire sur minute, sans objet ;

Condamne Cyr LOKOSSOU aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT